



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 9 avril 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 5 février 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Océalia**

51 rue Pierre Loti  
16100 Cognac

**Site sis 4 rue des Epis 86350 Saint-Martin-l'Ars**

Références : 2026 329 UbD16-86 Env86  
Code AIOT : 0007201829

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement Océalia implanté 4 rue des Epis 86350 Saint-Martin-l'Ars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Océalia
- 4 rue des Epis 86350 Saint-Martin-l'Ars
- Code AIOT : 0007201829
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'Océalia à Saint-Martin-l'Ars a été autorisé à exploiter des silos de stockage de céréales, stockage d'engrais et de produits agropharmaceutiques par arrêté préfectoral du 17 décembre 1999 complété par l'arrêté préfectoral du 2 janvier 2019, consécutif à la mise à jour de l'étude de dangers du site.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation pour un silo vertical ("silo 82"), et du régime de l'enregistrement pour plusieurs silos plats (dont un silo situé à l'est, dit "silo Est") ; du régime de

Déclaration avec contrôles pour les activités de broyage, concassage, criblage des céréales..., ainsi que pour l'utilisation de gaz inflammables liquéfiés ou de gaz naturel, et le stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique.

Le site est non classé au titre de la rubrique 4702 relative aux engrais.

Un des bâtiments du site est exploité par ALICOOP (filiale d'Océalia) pour une activité de laminage (aplatissage de céréales et mélange pour nutrition animale).

L'activité de trituration de céréales est arrêtée depuis 2009. Le bâtiment anciennement utilisé pour cette activité sert de stockage pour des big bags d'engrais non classés.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conditions de fonctionnement et permis de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
2	Entretien de l'installation, système dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Séchoir : procédure de mise en sécurité	AP Complémentaire du 02/01/2019, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Ressource en eau : protection des milieux récepteurs	AP Complémentaire du 02/01/2019, article 7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Etat des stocks des produits phytopharmaceutiques	AP Complémentaire du 02/01/2019, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
12	Etat des stocks d'engrais	AP Complémentaire du 02/01/2019, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Retrait du réservoir de gazole - pollution des sols	Code de l'environnement du 22/10/2020, article R.512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18, 19, 20 et 21
5	Télédéclaration des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
7	Séchoir : coupure alimentation en gaz	AP Complémentaire du 02/01/2019, article 5

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
8	Séchoir : lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 02/01/2019, article 5
11	Stockage des produits phytopharmaceutiques	AP Complémentaire du 02/01/2019, article 8
13	Stockage des engrais	AP Complémentaire du 02/01/2019, article 9
14	Découplage	AP Complémentaire du 02/01/2019, article 4

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le service en charge des installations classées pour la protection de l'environnement demande à l'exploitant les actions correctives concernant :

- le remplissage des permis de feu,
- la réalisation de consignes adaptées aux spécificités du site,
- l'amélioration de la traçabilité de la maintenance préventive,
- la qualification des équipements (durée de vie de certains équipements),
- la mise en sécurité du séchoir,
- le bassin de rétention du local de stockage des engrais,
- les états des stocks des engrais et des produits phytopharmaceutiques,
- l'évaluation des impacts en hydrocarbures résultant de l'exploitation de l'ancien réservoir de gazole et de l'aire de distribution associée (mise en demeure).

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de fonctionnement et permis de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de fonctionnement et permis de feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>-Article 4 :</p> <p><i>"Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement <b>la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</b></i></p> <p><i><b>Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]</b></i></p> <p><i><b>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux."</b></i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des consignes sont réalisées pour l'ensemble des silos du groupe Océalia, telles que la consigne de sécurité incendie séchoir, ainsi que la consigne d'exploitation du séchoir qui ont été transmises à l'inspection. Ces consignes sont accessibles pour tous les salariés via l'application « INTRALIA ».</p> <p>L'exploitant indique qu'il est prévu qu'Océalia mandate le prestataire ARCM pour réaliser des consignes adaptées aux spécificités de chacun des sites du groupe Océalia : ces consignes</p>

devraient être finalisées pour le mois de juin 2026. L'exploitant a présenté à l'inspection le classeur contenant les permis de feu. En 2025, 3 ont été réalisés. Sur les trois, un a été complété entièrement, pour les deux autres, des actions à réaliser avant, pendant, et après les travaux n'avaient pas été cochées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit compléter entièrement les permis de feu, et cocher les actions qu'il a mis en œuvre. Il s'assure dorénavant de leur complétude. L'exploitant devra transmettre à l'inspection les consignes adaptées aux spécificités du site quand elles auront été réalisées (date prévisionnelle : juin 2026).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 2 : Entretien de l'installation, système dépoussiérage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien de l'installation, système dépoussiérage
<b>Prescription contrôlée :</b>  -Article 15 : "[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation."
<b>Constats :</b>  L'exploitant a un contrat avec SRM qui intervient pendant environ 2 semaines en début d'année. Le rapport de maintenance est envoyé au contremaître du service maintenance basé au siège d'Océalia à Cognac. Les travaux à réaliser sont analysés : soit des « tickets » sont réalisés pour effectuer rapidement les travaux, soit ils sont intégrés dans le tableau d'investissements (pour les effectuer ultérieurement). Un extrait du cahier de maintenance préventive de 2025 a été transmis à l'inspection. Le fonctionnement des déports de sangle, et des déports de bandes paraissent bien dans les points de contrôles de la maintenance préventive. Les agents travaillant sur le site n'assurent pas la traçabilité des travaux réalisés et n'ont pas de visibilité sur les aménagements à réaliser (suivi fait par les salariés du siège à Cognac).  La sangle de l'élévateur E5 qui alimente le séchoir avait fait l'objet de plusieurs remarques et réserves sur son état par la société SRM dans les rapports de 2020, 2022, et 2023, ce qui avait été relevé dans le rapport d'inspection de la visite de mars 2023. La sangle a été remplacée en septembre 2024: la facture a été transmise à l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant doit mettre en place une organisation permettant aux agents travaillant sur le site d'avoir une traçabilité sur les travaux de maintenance réalisés et à réaliser.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Qualification d'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Qualification d'équipement
<b>Prescription contrôlée :</b>  - <i>Article 15 :</i> <i>"[...]</i> <i>Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme."</i>
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que le transporteur à bandes est installé depuis 1998 (par un fournisseur hollandais). Il précise qu'il avait demandé lors d'une commission technique d'Océalia, si une durée de vie ou une fréquence de remplacement (nombre maximal d'heures d'utilisation par exemple) était fixée : on lui avait répondu qu'il fallait s'appuyer sur les contrôles visuels effectués lors de la maintenance préventive pour remplacer la bande. Le contrôle visuel de l'état de la bande apparaît bien comme un point de contrôle dans l'extrait de maintenance préventive de 2025 qui a été transmis.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit contacter le fabricant pour savoir si une durée de vie ou une fréquence de remplacement (nombre maximal d'heures d'utilisation par exemple) est préconisée pour remplacer la bande du transporteur et justifier la caractéristique non propagatrice de flamme.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18, 19, 20 et 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, vérification contrôles foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  - <i>Article 18 :</i> <i>"Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...]"</i> - <i>Article 19 :</i> <i>"En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est</i>

<p><i>réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance."</i> [...]</p> <p><i>-Article 20 : " L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre,[...]"</i></p> <p><i>-Article 21 : " L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</i>  <i>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</i>  <i>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent."</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de vérification périodique complète du système de protection foudre a été transmis à l'inspection. Il est établi par PM expertises, daté du 5 novembre 2024, et conclut que l'installation de protection foudre est conforme aux normes en vigueur et à l'étude technique foudre.</p> <p>Le rapport de vérification périodique visuelle (également produit par PM expertises) du système de protection foudre a également été transmis à l'inspection. Il est daté du 29 avril 2025 et conclut que l'installation de protection foudre est conforme aux normes en vigueur et à l'étude technique foudre.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Télédéclaration des incidents / accidents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Télédéclaration en cas d'accidents</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Article 5 : "L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</i>  <i>Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</i>  <i>L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées."</i>  <i>La télédéclaration est obligatoire depuis janvier 2026 avec le lien ci-dessous :</i>  <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939</a></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu d'accident ou d'incident récent sur ce site et qu'il a bien noté l'obligation de faire désormais une télédéclaration.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

N° 6 : Séchoir : procédure de mise en sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/01/2019, article 5
--

Thème(s) : Risques accidentels, Séchoir : procédure de mise en sécurité
---

**Prescription contrôlée :**

-Article 5 :

[...]

« Tout écart par rapport aux conditions normales de marche des installations doit faire l'objet d'un signalement à l'opérateur, voire d'une **mise en sécurité du séchoir par asservissement automatique**. Les organes de sécurité associés à ces contrôles sont à sécurité positive : **leur mauvais ou non fonctionnement est signalé par une alarme ou empêche le fonctionnement du séchoir**. La mise en sécurité du séchoir comporte au moins les opérations suivantes : **arrêt des brûleurs, des ventilateurs, fermeture des volets d'extraction d'air**. [...]

**Le séchoir est muni de sondes permettant de contrôler la température de l'air usé et de détecter un début d'incendie. Ces sondes sont associées à des seuils d'alarme commandant une alerte (1er seuil d'alarme) et l'arrêt du séchoir (2ème seuil d'alarme).**

**Elles doivent être correctement réparties et disposées en quantité suffisante. Le défaut de fonctionnement de plus d'une sonde par volume indépendant ne doit pas permettre le maintien en service du séchoir.[...]**

**Constats :**

L'exploitant précise que le séchoir date de 1988 et qu'il n'a pas de justificatif concernant l'asservissement du séchoir aux sondes de température. Il explique que l'agent enregistre une température maximale et lorsqu'elle est atteinte, le séchoir s'arrête automatiquement. L'alarme visuelle se déclenche également sur le synoptique.

En cas d'échauffement, l'exploitant doit se reporter à la consigne d'exploitation du séchoir Océalia et à la consigne incendie séchoir Océalia (cf point de contrôle n°1 sur les conditions de fonctionnement et permis de feu). L'exploitant précise que dans le cadre de leur contrat avec ARCM (prestataire qui assure la maintenance sur le séchoir), les consignes seront mises à jour en juin 2026 pour être adaptées aux spécificités des sites.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier de l'asservissement du fonctionnement du séchoir aux sondes de températures (en demandant par exemple un justificatif à ARCM).

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
---

Proposition de délais : 1 mois
--------------------------------

N° 7 : Séchoir : coupure alimentation en gaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/01/2019, article 5
--



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séchoir :procédure de mise en sécurité : coupure du gaz
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>-Article 5 :  « [...] Dans les installations alimentées en combustible gazeux, les brûleurs gaz sont installés avec les sécurités nécessaires conformément à la norme en vigueur EN 746.2, comportant à la fois sectionnement, contrôle d'étanchéité et pressostats maxi et mini sur toutes les régulations. La coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par une vanne de coupure manuelle de gaz sur l'alimentation du brûleur, et deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz dans le local abritant le séchoir, et un pressostat. [...] »  [...] Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. »</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a pu visualiser la vanne de coupure manuelle de gaz ainsi que les deux vannes automatiques placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Il y a également une vanne manuelle de coupure générale du gaz située à l'extérieur du bâtiment.</p> <p>L'exploitant indique avoir un contrat avec le prestataire ARCM pour la maintenance du séchoir, qui est réalisée une fois par an. Le rapport de contrôle réalisé le 24 juillet 2025 a été présenté à l'inspection lors de la visite, et un extrait a été transmis à l'inspection.</p> <p>Les opérations de contrôle concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les sujets mécaniques et pneumatiques ;</li> <li>• les installations électriques</li> <li>• les brûleurs</li> <li>• les essais dynamiques</li> </ul> <p>Concernant spécifiquement les brûleurs, le contrôle concerne les points suivants :</p> <p><b>* PARTIES BRÛLEURS :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Vérification panoplie (E.V, fins de course, pressostats, filtres , contrôleurs étanchéité.) ;</li> <li>* Nettoyage et contrôle (Electrodes, dispositif de lecture flamme, brûleur) ;</li> <li>* Purge des tuyauteries (Prises d'impulsions air et gaz) ;</li> <li>* Contrôle des pressions d'alimentation ;</li> <li>* Contrôle des joints d'étanchéité ;</li> <li>* Nettoyage des hublots de contrôle flamme ;</li> <li>* Inspection du circuit aéraulique ;</li> </ul> <p>Aucun dysfonctionnement n'a été relevé.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Séchoir : lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/01/2019, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séchoir : protection incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>- Article 5 :</p> <p><i>"Les dispositifs de lutte incendie du séchoir consistent en : des extincteurs, tels que demandés dans le code du travail, et d'une colonne sèche permettant d'atteindre l'ensemble des couloirs et de la colonne de grains. En cas de présence d'un système d'aspersion dont l'objectif est de refroidir et protéger la structure et d'accompagner la vidange rapide par circuit court, il est possible de se dispenser d'une colonne sèche. Des passerelles, escaliers correctement aménagés permettent un accès facile et en toute sécurité à tous les niveaux du séchoir. Les accès sont réalisés par de larges portes et un éclairage est si nécessaire mis en place. Cette disposition s'applique aux installations nouvelles ou lors de rénovation. Des dispositifs telles que trappes ou vannes coupe grain permettent d'éviter la transmission d'un incendie depuis le séchoir vers les silos, via les équipements de manutention des céréales qui alimentent les séchoirs. Le grain présent dans la colonne de séchage doit pouvoir être évacué rapidement en cas d'incendie ou d'échauffement anormal par un dispositif adapté vers une aire extérieure ou un stockage permettant l'extinction (trappe vite-vite, transporteur, ...). »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a pu visualiser à proximité du séchoir la présence des équipements de sécurité incendie : rampe d'aspersion, colonne sèche, extincteurs, et système d'évacuation rapide des grains (trappe « vite-vite »).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Ressource en eau : protection des milieux récepteurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/01/2019, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau : protection des milieux récepteurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 7 :</p> <p>« [...] La défense en eau contre l'incendie doit permettre de disposer d'un volume minimal de 180 m<sup>3</sup> pendant une durée de 2 heures. Elle est composée d'une combinaison de poteaux externes d'incendie et si besoin du plan d'eau communal. L'exploitant doit pouvoir justifier en permanence de la disponibilité de la ressource en eau et notamment du débit des poteaux utilisés en simultanée. Un confinement de 200 m<sup>3</sup> susceptible de retenir les eaux polluées lors d'un sinistre doit être mis en place. Ce confinement est assuré cumulativement par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la rétention du local agropharmaceutiques,</li> <li>- les galeries sous cellules des silos recueillant via une canalisation les eaux du dépôt d'engrais,</li> <li>- le réseau de collecte des eaux de surface dûment équipé en aval hydraulique d'une vanne d'obturation facilement manœuvrable.»</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a pu constater la présence de 3 poteaux incendie et d'un étang communal un peu plus loin. Ils sont également référencés sur la carte « Points d'eau DECI - SDIS 86 » de la plateforme d'échange de données en Nouvelle-Aquitaine (PIGMA). Le sol du local de stockage des produits phytopharmaceutiques est en béton et l'entrée est en</p>

<p>penne : il constitue en lui-même une rétention.</p> <p>Les eaux d'extinction d'incendie en provenance du local de stockage des engrais en cas de sinistre sont évacuées vers un bassin de rétention étanche, sans exutoire. Le jour de la visite d'inspection, le bassin contenait beaucoup d'eau de pluie. Sa capacité utile n'est donc pas préservée. Ce bassin de rétention dédié aux engrais n'est pas mentionné dans l'article 7 de l'arrêté préfectoral de 2019 qui nécessitera d'être mis à jour. En effet, l'exploitant avait initialement projeté de diriger ces eaux d'extinction dans les galeries sous cellules.</p> <p>Concernant le recueil des autres eaux polluées (eaux de ruissellement ou de toitures), une vanne manuelle localisée à l'ouest du site permet de les contenir dans les canalisations souterraines. L'outil pour manœuvrer la vanne est bien présent à proximité, mais il n'y a pas de consigne pour expliquer la manœuvre à effectuer.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Concernant le bassin de rétention du local de stockage des engrais, l'exploitant doit le vider des eaux de pluies, et mettre en place une organisation ou un système permettant de le vider régulièrement afin de préserver sa capacité utile en permanence.</p> <p>Concernant la vanne manuelle d'obturation des eaux de ruissellement dans les canalisations, l'exploitant doit mettre en place une consigne à proximité pour expliquer la manœuvre à effectuer en cas de pollution des eaux et former ses agents à son utilisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 10 : Etat des stocks des produits phytopharmaceutiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/01/2019, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks des produits phytopharmaceutiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>-Article 8 :</p> <p>« article 16.3.4 - Le stockage est réalisé dans un bâtiment fermé en rez de chaussée repère 1. 11 est limité à moins à 100 t au total, inférieure à 100 t pour la rubrique 1436, inférieure à 65 t pour la rubrique 4510, inférieure à 29 t pour la rubrique 4511, inférieure à 0,5 t pour chacune des rubriques 4120-1, 4120-2, 4130-1, 4130-2, 4140-1, 4140-2, 4320, 4321, 4330, 4440, 4441, 4610, 4620 et 4630, inférieure à 0,2 t pour la rubrique 4110-1 et inférieure à 0,05 t pour la rubrique 4110- 2.</p> <p>[...]</p> <p>Un état des stocks doit permettre aux services d'intervention et à l'inspection de connaître en permanence les quantités et produits détenus. Cet état des stocks, auquel un plan des stockages est annexé, doit être disponible à l'extérieur du stockage.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Sur site, l'exploitant peut imprimer un état des stocks des produits phytopharmaceutiques mais pas en fonction du classement ICPE.</p> <p>Il reçoit cependant un courriel d'alerte automatique lorsqu'il atteint 80% de la quantité de stockage autorisée par produit classé.</p> <p>L'exploitant a pu obtenir un état des stocks par type de classement des produits en contactant le siège d'Océalia à Cognac. Cet état des stocks a été transmis à l'inspection et les quantités autorisées ne sont pas dépassées.</p> <p>L'exploitant indique qu'il fait la demande au service informatique du siège d'Océalia à Cognac pour pouvoir faire une requête lui-même afin d'obtenir cet état des stocks.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Chaque exploitant d'un site du groupe doit pouvoir obtenir sur site (sans devoir faire la demande au siège à Cognac) un état des stocks de produits phytopharmaceutiques avec la mention de la rubrique ICPE correspondante.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 11 : Stockage des produits phytopharmaceutiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/01/2019, article 8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, stockage des produits phytopharmaceutiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>-Article 8 :</p> <p>« [...] Les produits sont stockés par famille au sens du règlement CLP avec affichage des mentions de danger. Les produits toxiques pour la santé humaine sont stockés dans un espace dédié fermé à clef. [...]</p> <p>Conformément à l'article 5.4.2, les substances ou préparations liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doivent être associées à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand récipient,</li> <li>- 50 % de la capacité globale des récipients associés,</li> <li>- 95 m3.</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le sol du local de stockage des produits pharmaceutiques est en béton et l'entrée est en pente : le local constitue donc en lui-même une rétention.</p> <p>Les produits sont rangés par mention de danger, et un plan est affiché à l'entrée du local. Le plan est également dans la boîte aux lettres des documents de sécurité à destination du SDIS à l'entrée du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 12 : Etat des stocks d'engrais

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/01/2019, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, état des stocks des engrais
<b>Prescription contrôlée :</b>  -Article 9 : «[...]» 16.2 - Stockage d'engrais 16.2.1 - Le stockage en vrac est réalisé dans deux bâtiments fermés et accolés en rez de chaussée repère 10 et 11 d'une capacité totale de 1 150 t. Il est limité pour les engrais classés à moins à 1250 t au total, dont : <ul style="list-style-type: none"><li>• moins de 500 t au total de la somme des catégories 4702 II et III (inférieur à 470 t classés en catégorie 11 (dont 249 t en vrac avec teneur en azote due au nitrate d'ammonium supérieure à 28 %),</li><li>• moins de 750 t pour les engrais relevant de la catégorie 4702 IV</li></ul> Les engrais de type 4702-II sont stockés dans les cases 1 et 2 de 150 t unitaire de dimension 14 m X 4,6 m dans la limite de 249 t pour un stockage vrac. Les engrais vrac des autres catégories sont réalisés dans les 7 autres cases de stockage. [...] Un état des stocks doit permettre aux services d'intervention et à l'inspection de connaître en permanence les quantités et produits détenus, par catégorie d'engrais. Cet état des stocks, auquel un plan des stockages est annexé, doit être disponible à l'extérieur du stockage.»
<b>Constats :</b>  Comme pour les produits phytopharmaceutiques, l'exploitant peut imprimer sur site un état des stocks des engrais mais pas en fonction du classement ICPE. Il reçoit cependant un courriel d'alerte automatique lorsqu'il atteint 80% de la quantité de stockage autorisée par produit classé. L'exploitant a pu obtenir un état des stocks par type de classement des produits (4702-II, 4702III...) en contactant le siège d'Océalia à Cognac. Cet état des stocks a été transmis à l'inspection et les quantités autorisées ne sont pas dépassées. L'exploitant indique qu'il fait la demande au service informatique du siège d'Océalia à Cognac pour pouvoir faire une requête lui-même afin d'obtenir cet état des stocks.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Chaque exploitant d'un site du groupe doit pouvoir obtenir sur site (sans devoir faire la demande au siège à Cognac) un état des stocks de produits phytopharmaceutiques avec la mention de la rubrique ICPE correspondante.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 13 : Stockage des engrais

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/01/2019, article 9
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stockage des engrais
<b>Prescription contrôlée :</b>  - Article 9 : « [...] 16.2.3 - Les engrais en sacs et big-bag sont stockés au bâtiment approvisionnement repère 9. Dans ce bâtiment l'espace dédié aux engrais est exclusif de tout autre produit présent.[...]
<b>Constats :</b>  Il a pu être constaté l'absence d'engrais organique stocké dans le bâtiment 9 (bâtiment situé entre le silo 82 et le stockage d'engrais vrac) contenant des engrais classés au titre de la rubrique 4702.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Découplage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/01/2019, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Découplage
<b>Prescription contrôlée :</b>  - Article 4 : "[...] L'exploitant met notamment les découplages conformément aux localisations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• tour de manutention / espace sur cellules (silo 82),</li> <li>• tour de manutention /galerie inférieure (silo 82).</li> </ul> L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieures (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention. Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques [...]. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée [...]
<b>Constats :</b>  Le découplage décrit dans l'étude de dangers de 2018 est présent entre les espaces inférieur et supérieur de la tour. Les portes sont fermées lors de l'arrivée de l'inspection des installations classées, et l'obligation de les maintenir fermées est bien affichée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : Retrait du réservoir de gazole - pollution des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/10/2020, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution des sols
<b>Prescription contrôlée :</b>  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de

<p><i>l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</i></p> <p><i>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</i></p> <p><i>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</i></p> <p><i>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</i></p> <p><i>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</i></p> <p><i>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son courrier en date du 22 octobre 2020, l'exploitant avait notamment déclaré l'enlèvement du réservoir aérien de gazole de 42 tonnes et de l'aire de distribution associée.</p> <p>Lors de la visite d'inspection en octobre 2021, le service de l'inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser une analyse des sols pour évaluer une éventuelle pollution de sols par les hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant avait répondu qu'un carottage des sols avait été réalisé au droit de l'ancien réservoir de gazole en trois emplacements. Les résultats devaient être transmis en novembre 2021 et être intégrés dans le porter à connaissance d'octobre 2020.</p> <p>L'exploitant a transmis un rapport d'analyse des sols daté du 4 novembre 2021 sur le site de Saint-Martin-l'Ars qui met en évidence la présence d'hydrocarbures.</p> <p>Cependant, l'analyse a été faite sur un seul échantillon ne permettant pas de déterminer l'extension en profondeur et en latéral de l'impact en hydrocarbures ; de plus l'origine exacte de l'échantillon n'est pas précisée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>réaliser, conformément à la méthodologie nationale des sites et sols pollués de 2017, des analyses de sols en plusieurs points afin d'apprécier l'extension latérale et en profondeur des impacts en hydrocarbures résultant de l'exploitation du réservoir de gazole et l'aire de distribution associée et en complétant si nécessaire ce diagnostic par une analyse du milieu eaux souterraines ;</li> <li>produire un plan de gestion des éventuels impacts afin que le site ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>